

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Au Québec, comme au Canada, la croissance économique a été robuste en 2017. La hausse du PIB réel s'est élevée à 2,8 % au Québec, après une augmentation de 1,4 % en 2016.

Les ménages ont été le principal moteur de la croissance au cours des dernières années. Leur contribution à l'activité économique se poursuivra en 2018 et en 2019, mais à un rythme plus modéré. La hausse du PIB réel devrait se situer à 2,5 % en 2018 et à 1,8 % en 2019.

Le marché du travail a connu une évolution favorable en 2017, avec la création de 90 200 emplois en moyenne. La création d'emplois devrait s'élever à 43 700 en 2018 et à 40 200 en 2019.

Le taux de chômage a diminué à 6,1 % en 2017, un creux annuel depuis le début de l'Enquête sur la population active, en 1976. Il s'agit d'un niveau inférieur à celui observé au Canada en 2017 (6,3 %). Le taux de chômage au Québec devrait descendre à 5,5 % en 2018 et à 5,4 % en 2019.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019
Produit intérieur brut réel	2,8	2,5	1,8
Exportations	1,2	2,3	2,3
Indice des prix à la consommation	1,0	2,0	2,0
Mises en chantier (en milliers d'unités)	46,5	47,9	43,6
Création d'emplois (en milliers)	90,2	43,7	40,2
Taux de chômage (en %)	6,1	5,5	5,4
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	0,7	1,4	2,1
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	0,7	1,4	2,2
Obligations du Canada – 10 ans	1,8	2,3	2,8
Dollar canadien (en cents américains)	77,1	77,5	78,1

LE CADRE FINANCIER DU QUÉBEC À L'ÉQUILIBRE

Le cadre financier présente un solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire de 1,7 milliard de dollars en 2018-2019, à l'équilibre en 2019-2020 et de 0,2 milliard de dollars en 2020-2021. La bonne tenue de l'économie depuis mars 2018 permet notamment de remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois et de favoriser l'investissement des entreprises.

Les revenus consolidés totalisent 112,5 milliards de dollars en 2018-2019, avec une croissance de 3,8 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance atteindra 2,2 % en 2019-2020. Les dépenses consolidées s'élèvent à 108,0 milliards de dollars en 2018-2019, avec une croissance de 4,3 %. Celle-ci atteindra 4,1 % en 2019-2020.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2017-2018 À 2022-2023

(en millions de dollars)

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Revenus autonomes	85 919	88 471	89 748	92 707	95 850	99 182
Variation en %	3,6	3,0	1,4	3,3	3,4	3,5
Transferts fédéraux	22 485	23 999	25 215	25 514	25 562	26 212
Variation en %	11,4	6,7	5,1	1,2	0,2	2,5
Revenus consolidés	108 404	112 470	114 963	118 221	121 412	125 394
Variation en %	5,2	3,8	2,2	2,8	2,7	3,3
Dépenses de missions	-94 249	-98 837	-103 143	-105 789	-108 286	-111 418
Variation en %	5,7	4,9	4,4	2,6	2,4	2,9
Service de la dette	-9 240	-9 132	-9 221	-9 495	-9 673	-9 981
Variation en %	-3,0	-1,2	1,0	3,0	1,9	3,2
Dépenses consolidées	-103 489	-107 969	-112 364	-115 284	-117 959	-121 399
Variation en %	4,8	4,3	4,1	2,6	2,3	2,9
Provision pour éventualités	—	—	-100	-100	-100	-100
SURPLUS	4 915	4 501	2 499	2 837	3 353	3 895

LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Versements des revenus dédiés
au Fonds des générations

	-2 293	-2 851	-2 499	-2 687	-2 953	-3 245
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	2 622	1 650	—	150	400	650

(1) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2018, la dette brute s'est établie à 201,1 milliards de dollars, soit 48,2 % du PIB. Une réduction graduelle et continue du poids de la dette est prévue sur l'horizon de la prévision quinquennale. L'objectif de réduction de la dette brute à 45 % du PIB sera atteint en 2020-2021, soit cinq ans plus tôt que prévu. La mise à jour prévoit une accélération du remboursement de la dette à partir du Fonds des générations, soit 8 milliards de dollars en 2018-2019 et 2 milliards de dollars en 2019-2020.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2018-2019 À 2022-2023

(en millions de dollars)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
FONDS GÉNÉRAL					
Besoins financiers nets ⁽¹⁾	2 464	527	1 879	1 966	2 190
Remboursements d'emprunts	11 352	3 506	6 153	10 152	7 882
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts	-8 000	-2 000	—	—	—
Variation de l'encaisse ⁽²⁾	-9 747	-416	—	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) ⁽³⁾	1 000	—	—	—	—
Contributions au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	1 000	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁴⁾	657	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	416	—	—	—	—
FONDS GÉNÉRAL	-858	1 617	8 032	12 118	10 072
FONDS DE FINANCEMENT	11 900	9 800	9 200	8 800	8 600
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 300	1 800	1 700	1 500	1 100
TOTAL	12 342⁽⁵⁾	13 217	18 932	22 418	19 772
Dont : remboursements d'emprunts	19 614	11 154	11 641	15 398	13 448

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du Fonds de financement. Ils sont ajustés pour tenir compte notamment du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds consacrés aux autres avantages sociaux futurs.

(2) La variation de l'encaisse correspond aux emprunts réalisés par anticipation l'année précédente.

(3) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(4) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite notamment des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(5) Cette donnée est obtenue sur la base des emprunts réalisés au 21 novembre 2018.

En 2018-2019, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant 21,4 % de ses emprunts sur les marchés étrangers :

- 1 milliard d'euros (1,5 milliard de dollars canadiens);
- 500 millions de livres sterling (868 millions de dollars canadiens);
- 160 millions de dollars australiens (154 millions de dollars canadiens);
- 115 millions de dollars néo-zélandais (103 millions de dollars canadiens).

En 2018-2019, plus de 80 % des emprunts réalisés jusqu'à maintenant ont une échéance de 10 ans ou plus.

Au 31 mars 2018, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à 10,4 ans.

Le Québec a par ailleurs effectué une troisième émission d'obligations vertes, d'un montant de 500 millions de dollars, le 28 juin 2018.

Le programme de financement du gouvernement s'établira à 13,2 milliards de dollars en 2019-2020. Pour les trois années suivantes, soit de 2020-2021 à 2022-2023, il s'établira en moyenne à 20,4 milliards de dollars par année.

COTES DE CRÉDIT

La cote de crédit du Québec est évaluée par six agences de notation. Ces six agences attribuent actuellement une perspective stable à la cote de crédit du Québec.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable
Fitch	AA-	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable
China Chengxin International (CCXI)	AAA	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 528-7382
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances
Québec

